

Liberté et sécurité

«Nous voulons être libres comme l'étaient nos pères.» Ce message du Pacte fédéral de 1291 revêt une valeur perpétuelle pour la Suisse. Sans liberté il n'y a pas d'autodétermination. L'Union démocratique du centre s'engage sans concession pour une Suisse libre dans laquelle les citoyennes et les citoyens décident de leur propre chef ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas. Notre liberté n'est pas un cadeau. Nous devons constamment la défendre contre les tentatives de pression de

l'extérieur et même de l'intérieur, contre tous les milieux qui cherchent à placer sous tutelle les citoyennes et les citoyens et à miner la démocratie directe.

Depuis plus de cent ans l'UDC se bat pour la liberté et la sécurité des Suissesses et des Suisses. C'est d'ailleurs le mandat clé de notre Etat. Nous attendons de notre Etat de droit qu'il nous offre la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur afin que chacune et chacun puissent s'épanouir dans la paix et la liberté. Or, l'Etat a

aujourd'hui tendance à s'occuper de tout et de n'importe quoi, mais à négliger sa tâche centrale : la sauvegarde des droits de liberté de la population et la protection des habitants contre le crime et les criminels.

Pour plus de liberté

Notre liberté comprend notamment le droit de participer personnellement à la politique communale, cantonale et fédérale. Mais ce droit essentiel de la liberté, qui détermine aussi l'exception suisse au niveau mondial, est aujourd'hui gravement menacé – de l'intérieur encore plus que de l'extérieur. Certaines forces de notre pays cherchent à supprimer la démocratie directe. Notre droit de vote ne compterait plus. Une majorité du Conseil fédéral, du Parlement et du Tribunal fédéral veut retirer aux citoyennes et aux citoyens le dernier mot dans les décisions politiques. Pour arriver à leur fin, donc pour contourner ou pour invalider des décisions populaires, ils ont découvert une recette miracle : le droit international. La démocratie comprend aussi la libre expression des opinions. L'UDC se bat contre les muselières et contre les opinions dites politiquement correctes et imposées d'en haut.

Menace sur la démocratie directe

Sous le prétexte du «droit international» des élites politiques autoproclamées cherchent à écarter notre Constitution fédérale libérale pour nous soumettre aux contraintes de réglementations étrangères. Ces milieux refusent d'appliquer les initiatives populaires acceptées par le souverain. Ils cher-

chent sournoisement à nous pousser dans l'UE en évitant une votation populaire. La démocratie directe les ennuie prodigieusement. Pourquoi ? Parce que les décisions prises démocratiquement les contraignent à garder le sens de la mesure. La majorité des élus de la Berne fédérale préfèrent comploter avec l'étranger parce qu'ils espèrent ainsi pouvoir faire ce qu'ils veulent au lieu de faire ce que le peuple exige d'eux. Ils privent les citoyens de leur liberté pour s'arroger plus de pouvoir, de privilèges, des revenus confortables et du prestige. Nous avons une idée différente de la liberté. Nous voulons vivre dans un pays dirigé par ses citoyennes et ses citoyens et non pas par des puissances étrangères. L'UDC se bat contre ces abus de fonction et s'engage pour la démocratie, donc pour des citoyennes et des citoyens libres dans un pays libre, pour le libre choix de la forme de vie, de l'emploi, des loisirs et des moyens de transport. Liberté signifie également impôts et redevances modérés, protection de la propriété privée, absence de détresse pour les actifs comme pour les retraités.



Menace sur la sécurité dans la vie quotidienne

L'UDC n'accepte pas que l'Etat protège de moins en moins notre sécurité, ne contrôle plus les frontières et refuse d'expulser les étrangers criminels. L'immigration de masse et une mauvaise politique d'asile permettent un afflux de gens dont souvent nous ignorons même l'identité. De nombreuses femmes et personnes âgées n'osent plus marcher dans les rues la nuit. Les assassinats, bagarres au couteau, viols, cambriolages, menaces et brigandages font partie du quotidien. Notre beau



pays est victime d'une grave dégradation des mœurs. Des agents de police et même des ambulanciers se font attaquer. Le droit du plus fort s'impose à maints endroits. Les villes sont dévastées par des batailles de rue, des manifestations violentes et des occupations illicites de maisons. La proportion d'étrangers parmi les malfaiteurs a atteint un niveau inquiétant.

L'immigration de masse provoque l'insécurité

La sécurité de l'emploi est aujourd'hui principalement menacée par la libre circulation des personnes offerte aux étrangers provenant de l'UE. L'UDC se bat pour une gestion autonome de l'immigration, pour une authentique préférence nationale et pour la réintroduction du système des contingents qui a fait ses preuves. Notre sécurité sociale est menacée. Aucun Etat social ne peut fonctionner sans frontières. Le revenu par habitant stagne et le taux de chômage selon l'OIT atteint des niveaux record malgré la bonne marche de l'économie.

L'UDC veut garantir financièrement les rentes AVS, l'assurance invalidité et l'assurance chômage. Elle s'engage pour une agriculture productrice capable d'assumer au moins une partie de notre sécurité alimentaire. Les constants agissements des milieux antimilitaristes ne sont pas sans effet : l'armée est de moins en moins capable de remplir sa mission. L'UDC se bat pour une défense nationale crédible et la protection de la population.

UDC – la seule garante de la liberté et de la sécurité.